

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 MARS 2018**

FN/LD

**OBJET : 1.4 - INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT SECTEUR LARGENTIERE – TRANSFERT  
EFFLUENTS DE CHASSIERS – APPROBATION PROJET – ENGAGEMENT CONSULTATION TRAVAUX**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : 1.4 - INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT SECTEUR LARGENTIERE – TRANSFERT EFFLUENTS DE CHASSIERS – APPROBATION PROJET – ENGAGEMENT CONSULTATION TRAVAUX**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Par délibérations des 19 octobre 2016 et 17 mai 2017, le bureau syndical du SEBA validait le principe d'abandon de la station d'épuration située à Chassiers, via le raccordement des effluents au réseau situé sur Largentière. La poursuite de la lutte contre les eaux parasites sur Chassiers est également intégrée à ce dossier.

En matière de raccordement sur le réseau de Largentière, l'avant-projet présentait diverses solutions. Le bureau syndical a retenu l'hypothèse de la mise en place d'une pompe de relevage sur le site de la station existante, puis d'un raccordement, le tout sous domaine public. Le maître d'œuvre, Naldéo, a finalisé le dossier projet au vu de ce choix et affiné le chiffrage correspondant.

Afin de poursuivre la lutte contre les eaux parasites sur le réseau de Chassiers, le passage caméra nécessaire sur le réseau existant a pu être réalisé début février. Il s'avère que deux hypothèses sont à considérer pour la reprise de réseaux :

- La réparation ponctuelle de plusieurs casses au niveau du village estimée à 15 000 € HT (au lieu de 20.000 € HT)
- Le renouvellement d'un tronçon de 220 ml – en amiante ciment – en mauvais état pour 32 000 € HT.

Au vu des coûts énoncés, il est proposé de renouveler le tronçon complet.

L'enveloppe globale de l'opération serait alors portée de 250 000 à 280 000 € HT.

Il est proposé de passer en phase travaux, dans le cadre d'une MAPA en deux lots techniques. L'un portant sur les conduites, l'autre sur les équipements électro mécaniques, à savoir le poste de relevage à Chassiers et le dégrilleur automatique à la station de Largentière.

A l'issue des travaux, une consultation sera lancée pour la déconstruction de la station existante. Préalablement un diagnostic amiante sera réalisé.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- DECIDER de réaliser la reprise des réseaux et de porter le montant de l'opération à 280 000 € HT,
- APPROUVER l'opération,
- SOLLICITER les aides du Conseil départemental, de l'Agence de l'Eau, de l'Etat et du Conseil régional,
- DECIDER du mode de consultation, des critères et de leur pondération, sur la base de la proposition suivante :
  - Prix : 45 %
  - Moyens dévolus humains et matériels : 20 %
  - Modalités d'intervention : 35%
- AUTORISER le président à lancer la consultation de travaux,
- AUTORISER le président à signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL